

LA LETTRE D'INFORMATION DU DÉPUTÉ EUROPÉEN JEAN-LUC MÉLENCHON

Le cauchemar européen

Ce second semestre 2013 a montré combien l'Union européenne est désormais davantage un problème qu'une solution pour les citoyens du continent.

Les économies du continent s'enfoncent dans la récession et que le chômage s'envole? L'Europe continue d'imposer comme remède de l'austérité. Ainsi est aggravée la maladie par le remède. Dans cette politique absurde un cap autoritaire et violent a été franchi avec le blocus monétaire de Chypre décidé par la Banque centrale européenne, pour contraindre le parlement chypriote à adopter un nouveau plan d'austérité. Un blocus entériné par 26 ministres salopards de l'économie de l'Union. Ces brutalités n'ont nullement ému la majorité libérale et sociale-démocrate du Parlement européen. Au contraire elle a voté de nouveaux textes imposant l'austérité y compris aux Etats non-membres de la zone euro. Le groupe Europe Écologie a voté ces nouveaux reculs en compagnie des sociaux-démocrates. Dommage.

Mais l'UE n'a pas fait qu'aggraver les politiques économiques qui échouent depuis la crise de 2008. Elle vient aussi de lancer une nouvelle attaque frontale avec la négociation du Grand marché transatlantique. Ce projet de traité de libre-échange n'a pas été plus voulu par les peuples que les politiques d'austérité. Le mandat de négociation de la Commission a été adopté secrètement. Et la révélation de l'espionnage

de l'UE par les États-Unis n'a pas fait dévier d'un millimètre la négociation. Trois premiers rounds de négociations se sont donc tenus secrètement en juillet, novembre et décembre. Les bribes qui en ressortent font froid dans le dos : ouverture de l'Europe aux poulets javellisés, libéralisation des services sans tenir compte de l'exception culturelle et tribunaux d'arbitrage privés pour régler les différends entre les firmes et les Etats en dehors du tout cadre légal. François Hollande et son gouvernement laissent faire. Pire ils ont soutenu le lancement de la négociation alors qu'il n'en avait jamais été question dans le programme du PS. Et conformément à leur défense de la monarchie présidentielle de la V^e République, le Parlement français est piétiné. Il a voté contre l'inclusion des tribunaux d'arbitrage dans la négociation et pourtant elle s'y trouve, avec la bénédiction de la ministre du commerce extérieur.

L'Europe des traités actuels nous conduit ainsi à un véritable cauchemar économique, social et écologique. Face à ce désastre **le premier devoir est la résistance**. C'est la bataille que je mène au Parlement contre les textes scélérats qui entérinent. **Le second devoir est la désobéissance**. Le cadre actuel de l'UE doit être aboli pour être refondé. C'est aujourd'hui la seule solution dont disposent les peuples pour se libérer avant de sombrer dans la misère et la guerre.

SOMMAIRE :

- Résister au Grand marché transatlantique
- Espionnage par les États-Unis : l'Europe humiliée
- Les salopards de l'austérité au Parlement et au Conseil
- Coalition réactionnaire européenne contre le droit à l'avortement
- Marché carbone : l'impasse écologique européenne



RÉSISTER AU GRAND MARCHÉ TRANSATLANTIQUE



Je mets en garde depuis 2009 contre le projet de traité de libre-échange qui se trame entre les États-Unis et l'Union européenne, au fil de plusieurs votes favorables des libéraux et des sociaux-démocrates au Parlement européen. C'est à Angela Merkel et Barack Obama que

l'on doit sa relance depuis le début de l'année. **Dès le mois d'avril j'ai interpellé le gouvernement français** sur la discussion d'un mandat de négociation par les ministres du commerce de l'Union. Il fut adopté secrètement, le 14 juin sans que les citoyens n'aient été consultés.

PS, UMP ET MODEM ONT VOTÉ AU PARLEMENT EUROPÉEN POUR LANCER LES NÉGOCIATIONS DE LIBRE-ÉCHANGE AVEC LES ÉTATS-UNIS

Au niveau européen, le Parlement européen fut juste consulté sur le principe du lancement de la négociation, sans pouvoir directement adopté ou amendé le mandat secret de la Commission.

En mai 2013 le Parlement européen a voté le mandat de négociation de la Commission pour le Grand Marché Transatlantique. 40 députés français de l'UMP, du Modem et du PS ont voté pour. J'ai bien sûr voté contre ce texte. Ce projet est une erreur économique, sociale, écologique. Les standards écologiques et sociaux états-uniens sont moins contraignants que ceux de l'Europe, cela tirera toute la réglementation européenne vers le bas. Cet accord placera aussi l'Europe dans une impasse géopolitique en prolongeant la domination impériale des États-Unis au détriment des pays émergents.

Au fil du déroulement des premiers trois rounds, toujours secrets, de négociation entre l'Union européenne et les USA, **j'ai interpellé à deux reprises la Commission européenne sur la méthode opaque et antidémocratique adoptée.** J'ai notamment dénoncé la mise à l'écart du Parlement et l'organisation grotesque de séances d'information

confidentielle en anglais réservées aux seuls députés de la commission du commerce.

Pour stopper ce projet néfaste dès 2014, il existe une solution simple. Pas une voie ne doit aller aux élections européennes pour les partis qui l'ont soutenu : PS, UMP, MODEM.

ESPIONNAGE PAR LES ÉTATS-UNIS: L'EUROPE HUMILIÉE



Dès les révélations concernant l'espionnage de l'Europe et de la France par la NSA j'ai demandé le 30 juin l'arrêt immédiat des négociations de libre-échange avec les

USA et l'octroi de l'asile politique à Edward Snowden pour avoir rendu service aux citoyens européens.

LES CLARIFICATIONS INTROUVABLES DES ÉTATS-UNIS

Alors que l'ampleur de l'espionnage s'étalait au grand jour j'ai interrogé en juillet la Commission européenne pour savoir quelle réaction elle comptait apporter à cette agression. J'ai dû attendre le 10 septembre pour qu'on me réponde que des clarifications avaient été demandées aux USA et qu'un groupe de travail UE-US sur la protection des données était mis en place. Entre-temps la négociation du traité de libre-échange avait continué en dépit de l'absence de toute garantie. J'ai donc réinterrogé la Commission en septembre. Il fallut attendre le 4 décembre pour que la Commission m'indique que des clarifications ont été fournies par les USA, tout en étant incapable de dire lesquelles.

SNOWDEN : NOTRE HÉROS EUROPÉEN

J'ai bien compris que la bureaucratie atlantiste européenne ne ferait rien pour protéger Edward Snowden, en dépit de son rôle de salubrité publique pour l'Union européenne. Avec mon groupe, la GUE, j'ai donc proposé la candidature d'Edward Snowden au prix Sakharov pour la liberté que le Parlement européen décerne chaque année. Avec Snowden il s'agissait de célébrer le courage incroyable d'un homme ! Cette proposition de la GUE a été rejointe par le groupe des Verts. Pour la bloquer le PPE, d'abord tenté de proposer la candidature du pape François s'est rallié à la proposition du groupe progressiste et social-démocrate. Comme ils ont la majorité au Parlement, qu'ils président à tour de rôle, les uns votants pour les autres, il n'y avait plus de doute sur l'issue du scrutin. Mais petite victoire : Edward Snowden a été retenu dans les 3 finalistes !

LES SALOPARDS DE L'AUSTÉRITÉ : DU CONSEIL AU PARLEMENT

Nous avons dénoncé en mars les 27 ministres salopards qui ont soutenu la Banque Centrale européenne dans son blocus monétaire contre Chypre. Il s'agissait d'imposer à son Parlement une taxation aveugle de ses épargnants et un nouveau plan d'austérité. **En droit international, porter ainsi atteinte à l'intégrité de la monnaie d'un pays est considéré comme un acte de guerre.** C'est cette agression contre un Etat membre, sans précédent dans l'histoire de l'UE et sans base légale dans les traités, qu'ont entériné les 27 ministres du Conseil, Pierre Moscovici.

Le Parlement européen a débattu

le 17 avril de cet épisode honteux. Et, en dehors du député chypriote de notre groupe aucun intervenant ne s'y est opposé. Au contraire, libéraux, conservateurs, sociaux-démocrates et même les écologistes se sont livrés à une surenchère de leçons d'austérité contre Chypre. Cohn-Bendit a même osé prôner le redressement de l'île grâce à des investissements de la Turquie et à l'exploitation offshore du gaz et du pétrole. Une aberration économique alors que les seuls responsables des problèmes de Chypre sont les banques européennes. Et une folie écologique pour la méditerranée.

PS, UMP, MODEM ET EELV VOTENT POUR ÉTENDRE L'AUSTÉRITÉ

Après ce débat lamentable sur Chypre, tous les eurodéputés UMP, PS, Modem et EELV présents ont voté en chœur pour un nouveau texte durcissant l'austérité en Europe. J'ai au contraire voté contre cette proposition de la Commission européenne de soumettre les Etats non-membres de la zone euro à la logique austéritaire gravée dans le TSCG et le traité instituant le MES. Il place de fait la Troïka non élue et à la botte des États-Unis à la tête de l'ensemble de l'Union européenne. Un pas de plus est franchi dans la négation de la souveraineté des peuples européens.

Ma manière d'être député européen

Face aux polémiques mensongères sur mon absentéisme au Parlement européen, j'ai publié sur mon blog européen europe.jean-luc-melenchon.fr des **rapports chiffrés sur mes activités au Parlement. J'y présente des comparaisons instructives avec les performances de certains de mes détracteurs.**

Vous pourrez notamment y découvrir qu'au-delà de la

présence quantitative en séance, c'est la qualité démocratique du travail parlementaire que je privilégie. **Je suis intervenu ou ai expliqué mon vote sur 842 textes en séance plénière, plus que tous les députés PS et EELV. Et j'ai interrogé 39 fois la Commission européenne, c'est-à-dire plus que Bové, Cohn-Bendit, Harlem Désir et Marine Le Pen.**

COALITION RÉACTIONNAIRE EUROPÉENNE CONTRE LE DROIT À L'AVORTEMENT



Mardi 10 décembre au Parlement européen les forces coalisées de la droite, l'extrême-droite et de l'Église ont réussi à faire rejeter le rapport Estrela sur la santé et les «droits sexuels et génésiques». Cette expression, forgée par les mouvements féministes, désigne la capacité de prendre librement des décisions sur le plan de la sexualité et de la conception. Étaient ainsi réaffirmés **le droit à l'éducation sexuelle, le rejet des mariages forcés, le droit à la contraception, l'avortement**, etc.

Alors qu'en 2002 une majorité avait

pu être dégagée au Parlement européen en faveur du droit à l'avortement, ce vote négatif marque une lamentable régression de l'UE. La coalition qui a obtenu ce recul avait été **préparée lors d'une visite auprès du pape François** le samedi 7 décembre. Grâce à un intense lobbying le rapport Estrela fut rejeté à quelques voix près. Pour accomplir ce méfait contre des droits universels, **des députés UMP et du Modem (Robert Rochefort) ont mêlé leurs voix sans vergogne avec celles du FN, Marine Le Pen en tête.**

MARCHÉ CARBONE : L'IMPASSE ÉCOLOGIQUE EUROPÉENNE



Le marché carbone, officiellement appelé le «système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre (SEQE)», est une bourse des droits à polluer fondée sur le marché. Mise en place depuis 2005 elle a **lamentablement échoué à réduire les émissions de gaz à effet de serre** du système productif. Pire, sa financiarisation a conduit à créer des rentes pour des grands groupes pollueurs et a entraîné d'énormes fraudes.

Le rapport soumis en avril au Parlement ne comportait pourtant aucune remise en cause du marché carbone dont l'inefficacité et même le caractère nuisible sont pourtant désormais

prouvés. Il ne revient à aucun moment sur la mise en concurrence des plateformes de mises aux enchères des droits à polluer et leurs produits dérivés. Il se contente de permettre à la Commission d'apporter une modification au calendrier des mises aux enchères des droits à polluer et ce sans jamais demander quelles sont les intentions exactes de la commission en la matière. Il plaide en outre dans le vide sur les précautions à prendre pour ne pas inciter les entreprises à délocaliser. J'ai donc voté **contre un texte de plus qui profite aux marchés et nuit à l'environnement.**